

**CONDITIONS GÉNÉRALES**

*Ce contrat est régi tant par le Code des Assurances que par les Conditions Générales et Particulières qui en font partie intégrante. S'il garantit des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, les dispositions impératives plus favorables à l'Assurée de la loi locale du 30 mai 1908 lui sont applicables.*

**TITRE 1 - DÉFINITIONS.****Article premier**

Pour l'application du présent contrat, il faut entendre par:

- **Assurée**: la commune désignée aux Conditions Particulières;
- **Sinistre**: toutes les conséquences dommageables d'un même événement susceptibles d'entraîner la garantie de l'Assureur;
- **Dommages corporels**: toute atteinte corporelle subie par une personne physique;
- **Dommages matériels**: toute détérioration ou destruction d'une chose ou substance, toute atteinte physique à des animaux;
- **Dommages immatériels**: tout préjudice pécuniaire résultant de la privation de jouissance d'un droit, de l'interruption d'un service rendu par une personne ou par un bien meuble ou immeuble ou de la perte de bénéfice.
- **Franchise**: la part d'indemnité restant à la charge de l'Assurée en cas de sinistre;
- **Tiers**: toute personne autre que
  - Le maire, les adjoints, les conseillers municipaux et les délégués spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions, **sous réserve des dispositions visées à l'article 3**;
  - les agents placés sous l'autorité de l'Assurée, pendant leur service, les sapeurs-pompiers de l'Assurée pendant leur service, **sous réserve de ce qui est dit à l'article 2 - Risque 8 et Risque 9.**

**TITRE II - OBJET ET ÉTENDUE DES GARANTIES.****Article 2****GARANTIES DE BASE****Risque 1 : Responsabilité Générale.**

Cette garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité que l'Assurée peut encourir par application des articles 1382 à 1386 du Code Civil ou des règles du droit administratif ou encore à titre contractuel, en raison des dommages corporels, matériels et immatériels - y compris ceux occasionnés par un incendie, une explosion ou par l'action de l'eau, **sous réserve des exclusions prévues aux alinéas b), c) et d) de l'article 5** - causés aux tiers du fait :

- 1). du maire, des adjoints et conseillers municipaux et des délégués spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions;
  - des agents placés sous l'autorité de l'Assurée dans l'exercice de leurs fonctions, exclusivement dans le cadre des activités garanties;
  - de tout civil requis par l'Assurée afin de prévenir ou de faire cesser les accidents, incendies, fléaux et calamités visés à l'article L 131-2-6° du Code des Communes;
  - de tout collaborateur bénévole prêtant son concours à l'Assurée;
- 2). des biens **immobiliers communaux** (autres que ceux affectés à l'exploitation d'un des services annexes énumérés au paragraphe I de l'article 4 ou considérés comme immeuble de rapport) et des travaux de construction, de réparation, d'entretien et de démolition y afférents;
- 3). des **biens mobiliers, des animaux, des embarcations**, avec ou sans moteur, qui ne sont pas destinées au transport de plus de dix personnes et de tous **autres véhicules et engins sans moteur** dont l'Assurée ou les personnes dont elle répond ont la propriété, la garde ou l'usage (autres que ceux affectés à l'exploitation d'un des services annexes énumérés au paragraphe I de l'article 4);
- 4). des **installations sportives** en plein air ne comportant pas de tribunes;
- 5). du fonctionnement, du non fonctionnement ou du mauvais fonctionnement de **l'ensemble des services municipaux annexes** et notamment:
  - a) écoles et crèches,

b) salle communale des fêtes et maison de jeunes ou club du troisième âge;

c) cantines gérées ou placées sous la surveillance de l'Assurée, notamment du fait des intoxications alimentaires ou empoisonnements provoqués par l'absorption d'aliments préparés et/ou servis dans lesdites cantines;

d) foires et marchés;

e) bains-douches;

f) service d'enlèvement des ordures ménagères et décharge municipale pour le dépôt des ordures ménagères;

g) service de voirie, notamment du fait de l'aménagement et de l'entretien des voies publiques ou de leur encombrement, du défaut d'entretien ou des excavations qui s'y produiraient ou encore du fait de la coordination des travaux incombant à la commune ou de ses attributions en matière d'autorisation de voirie.

h) service des pompes funèbres;

- à l'exclusion de ceux énoncés sous le § I de l'article 4.

6). des enfants des écoles publiques, alors qu'ils se trouvent placés sous la surveillance des préposés de l'Assurée (les dommages subis par ces enfants étant également garantis dans les mêmes circonstances), sauf dans les cas prévus aux alinéas d) et l) de l'article 4;

7). du déroulement des **cérémonies traditionnelles, concours et fêtes coutumières** organisés par l'Assurée ou placés sous sa surveillance.

**Risque 2 : Responsabilité Civile Dommages de pollution accidentelle.** Cette garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile que l'Assurée peut encourir à raison des dommages corporels, matériels ou immatériels résultant de l'émission, la dispersion, le rejet ou le dépôt de toutes substances solides, liquides ou gazeuses polluant l'atmosphère, les eaux ou le sol, à condition que ces phénomènes aient eu eux-mêmes une cause accidentelle : rupture soudaine d'une pièce, incendie, explosion, fausse manœuvre, survenant dans l'utilisation des biens visés sous le Risque 1 ou dans le fonctionnement des services visés sous le Risque 1.

**Sans déroger aux exclusions visées à l'article 5, la présente garantie ne couvre pas :**

- les dommages dus à une défectuosité du matériel ou des installations de stockage, de confinement, de transport ou de traitement de produits ou déchets polluants connue au moment du sinistre, de l'Assurée;

- les redevances mises à la charge de l'Assurée en application des articles 12, 14 et 17 de la loi n° 64-1245 du 16 décembre 1964, même si ces redevances sont destinées à remédier à Une situation consécutive à des dommages de pollution donnant lieu à garantie.

**Risque 3 : Responsabilité Civile Dommages subis par les requis civils et collaborateurs bénévoles.**

Cette garantie s'applique aux conséquences de la responsabilité pouvant incomber à l'Assurée en raison des dommages corporels, matériels ou immatériels subis :

- par les civils requis par l'Assurée et les collaborateurs bénévoles prêtant leur concours à l'Assurée;

- par les contribuables s'acquittant du paiement de leurs impôts par des prestations en nature.

**Risque 4 : Responsabilité Civile Véhicules réquisitionnés.**

Cette garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Assurée en raison des dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers par tout véhicule réquisitionné pour son compte afin de prévenir ou de faire cesser par la distribution de secours les accidents, incendies, fléaux et calamités visés à l'article L 131-2-6° du Code des Communes.

Pour l'application de cette garantie, on entend par "Assurée" non seulement la Commune ayant souscrit le présent contrat, mais aussi toute personne ayant, avec l'autorisation de la Commune, la conduite ou la garde du véhicule réquisitionné.

Si un contrat d'assurance souscrit pour la conduite du véhicule réquisitionné comporte la garantie de tout ou partie des mêmes risques, la présente garantie s'exerce à défaut ou en complément de la garantie ainsi stipulée dans ledit contrat.

En ce qui concerne les véhicules terrestres à moteur, cette assurance est réputée comporter, nonobstant toutes dispositions contraires du présent contrat, des garanties au moins équivalentes à celles prévues par le Code des Assurances pour l'assurance Automobile obligatoire.

**Risque 5 : Garantie des dommages survenant lors de la mise en fourrière de véhicules terrestres.**

Cette garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui peut incomber à l'Assurée en raison :

- a) des dommages corporels, matériels ou immatériels **causés** à des tiers par les véhicules terrestres conduits en fourrière dans les circonstances visées à l'article L 25-1 du Code de la Route et ce par dérogation partielle à l'article 5-h) ;
- b) des dommages **subis** dans les mêmes circonstances par les véhicules conduits en fourrière, et ce par dérogation partielle à l'article 5-e) ;

On entend par "Assurée" non seulement la Commune ayant souscrit le présent contrat et ses préposés, mais encore toute personne dont les services pourraient être requis pour effectuer les opérations ci-dessus définies.

En ce qui concerne les véhicules terrestres à moteur, l'Assurance des risques définis à l'alinéa a) est réputée comporter, nonobstant toutes dispositions contraires du présent contrat, des garanties au moins équivalentes à celles prévues par le Code des Assurances pour l'assurance Automobile obligatoire.

#### **Risque 6 : Responsabilité Civile Besoins du service (y compris sur le trajet).**

Par dérogation partielle à l'article 5-h), cette garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qui pourrait incomber à l'Assurée en sa **qualité de commettant** en raison des dommages corporels, matériels et immatériels causés aux tiers par un véhicule terrestre à moteur dont il n'a ni la propriété, ni la garde, et que ses préposés utilisent **pour les besoins du service (y compris sur le trajet de leur résidence au lieu du travail et vice-versa), soit exceptionnellement, au su ou à l'insu de l'Assurée, soit régulièrement.**

Lorsque le véhicule est utilisé régulièrement, la garantie n'est accordée qu'à **la condition que le contrat d'assurance Automobile souscrit pour l'emploi du véhicule comporte, au moment de l'accident, une clause d'usage conforme à l'utilisation qui en est faite, sauf cas fortuit ou de force majeure.**

**Sous réserve des dispositions de l'alinéa précédent la présente extension de garantie s'exercera à défaut ou en complément des garanties minimales accordées afin de satisfaire à l'obligation d'assurance Automobile par tout contrat souscrit pour l'emploi dudit véhicule.**

#### **Demeurent toujours exclus:**

- les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile incombant personnellement aux préposés, salariés ou non de l'Assurée;
- les dommages subis par le véhicule impliqué dans l'accident.

#### **Risque 7 : Responsabilité Civile Lutte contre l'incendie et protection contre les périls ou accidents menaçant la sécurité publique sur le territoire de la Commune.**

Cette garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile pouvant incomber à l'Assurée en raison des dommages corporels, matériels ou immatériels causés aux tiers à l'occasion de lutte contre un incendie ou contre des périls ou accidents menaçant la sécurité publique dans les limites territoriales de la Commune assurée.

Elle s'exerce seulement dans les cas où la responsabilité n'est pas imputable à l'intervention proprement dite des sapeurs-pompiers mais résulte de **fautes lourdes** commises dans tout ce qui en conditionne directement l'efficacité, notamment les cas d'insuffisance ou d'entretien défectueux des points d'eau ou du réseau d'adduction d'eau, d'appel tardif des secours, sous la réserve, dans tous les cas, d'une franchise spéciale dont le montant est fixé aux Conditions Particulières.

#### **Risque 8: Garantie "Faute inexcusable" et "Faute intentionnelle".**

Cette garantie s'applique :

1). En cas d'accident du travail ou de maladie professionnelle atteignant un préposé et résultant de la **faute inexcusable** de l'Assurée ou d'une personne qu'elle s'est substituée dans ses pouvoirs de direction, au remboursement des sommes dont elle serait redevable à l'égard de la Caisse Primaire d'Assurance Maladie:

a) au titre des cotisations complémentaires prévues à l'article L 452-2° du Code de la Sécurité Sociale;

b) au titre de l'indemnisation complémentaire à laquelle la victime est en droit de prétendre aux termes de l'article L 452-3 du Code de la Sécurité Sociale.

L'Assureur s'engage en outre à assumer la défense de l'Assurée dans les actions amiables ou judiciaires fondées sur l'article L 452-1 à 4 du Code de la Sécurité Sociale et dirigées contre elle en vue d'établir sa propre faute inexcusable ou celle de personnes qu'elle s'est substituées dans ses pouvoirs de direction.

Il s'engage également à assumer la défense de l'Assurée et celle de ses préposés devant les juridictions répressives en cas de poursuites pour homicide ou blessures involontaires à la suite d'un accident du travail ou d'une maladie professionnelle atteignant un préposé de l'Assurée.

2). Aux recours personnels en réparation de son préjudice non réparé en application de la législation sur les accidents du travail et maladies professionnelles qu'un préposé ou salarié de l'Assurée pourrait être fondé, en vertu de l'article L 452-5 de Code de la Sécurité Sociale, à exercer contre celle-ci prise en tant que commettant civilement responsable, en raison des dommages subis dans l'exercice de ses fonctions et causés par la **faute intentionnelle** d'un autre préposé ou salarié de l'Assurée.

**Risque 9 : Garantie des recours de l'État en réparation des préjudices subis par son personnel.**

La garantie est étendue aux recours que l'État pourrait exercer en vertu de l'Ordonnance 59-76 du 7 janvier 1959 relative aux actions en réparation de l'État et de certaines collectivités publiques en raison des dommages subis par les fonctionnaires de l'État prêtant leur concours pour l'exécution d'un service de police municipale.

**Risque 10 : Responsabilité Civile Vol par préposés.**

Cette garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité civile mise à la charge de l'Assurée par décision judiciaire du chef de préjudice subi par des tiers et qu'entraîne pour eux le vol de biens quelconques leur appartenant ou dont ils avaient la garde ou l'usage, lorsque ce vol a été commis par les préposés de l'Assurée au cours ou à l'occasion de l'exercice de leurs fonctions.

**Risque 11 : Garantie des recours de l'État en cas d'actes de violence.**

Cette garantie s'applique aux recours que l'État pourrait exercer en application de l'article 92 de la loi n° 83-8 du 7 janvier 1983 en remboursement de dégâts et dommages résultant de crimes et délits commis à force ouverte ou par violence par des attroupements ou rassemblements armés ou non armés.

**Risque 12 : Responsabilités découlant du Code de l'urbanisme autres que celles liées aux autorisations d'utilisation du sol.**

Cette garantie s'applique aux conséquences pécuniaires de la responsabilité mise à la charge de l'Assurée par décision judiciaire en application de la loi n° 85-729 du 18 juillet 1985 relative à la définition et à la mise en oeuvre des principes d'aménagement.

**Article 3**

**GARANTIE RESPONSABILITÉ CIVILE ACCIDENTS AUX MAIRE, ADJOINTS, CONSEILLERS MUNICIPAUX ET DÉLÉGUÉS SPÉCIAUX.**

La présente garantie bénéficie à l'Assurée sauf convention contraire aux Conditions Particulières. Elle s'applique, par dérogation partielle à la définition de "tiers", à la prise en charge des conséquences pécuniaires de la responsabilité pouvant incomber à l'Assurée en raison des dommages résultant des accidents subis par les maire, adjoints et présidents de délégations spéciales dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que par les conseillers municipaux et délégués spéciaux lorsqu'ils sont victimes d'accidents visés aux articles L 122-17 et L 121-25 du Code des Communes et survenus soit à l'occasion de **sessions** des Conseils Municipaux ou de **réunions** des Commissions dont ils sont membres, soit au cours de l'exécution d'un **mandat spécial**.

**AUCUNE EXCLUSION PRÉVUE PAR LE CONTRAT NE S'APPLIQUE A LA PRÉSENTE GARANTIE.**

**Article 4**

**EXTENSIONS FACULTATIVES DE GARANTIES**

**Par stipulation expresse aux Conditions Particulières de la présente police ou par contrat distinct, et moyennant prime spéciale, peuvent être garantis tout ou partie des risques définis ci-après :**

**1 - Responsabilité provenant des Services municipaux annexes suivants :**

- a) abattoirs;
- b) aérodromes;
- c) barrages, plans d'eau, réservoirs;
- d) colonies de vacances;
- e) destruction des ordures ménagères;
- f) distribution d'eau, gaz, électricité;
- g) embarcations destinées au transport de plus de dix personnes;
- h) établissements divers à caractère industriel, commercial ou agricole gérés par ou pour l'Assurée;

- i) établissements sportifs couverts (ou en plein air comportant des tribunes);
- j) établissements thermaux;
- k) hôpitaux, hospices, dispensaires;
- l) ramassage scolaire;
- m) salles de spectacles et de jeux autres que la salle communale des fêtes et maison de jeunes ou club du troisième âge;
- n) corps de sapeurs-pompiers classé ou non Centre de Secours du fait de son intervention dans les limites territoriales de la Commune assurée;

Ce risque vise les dommages occasionnés par le corps des sapeurs-pompiers de l'Assurée - classé ou non Centre de Secours - et par son matériel à l'occasion d'interventions effectuées dans les limites territoriales de celle-ci;

- o) corps de sapeurs-pompiers classé Centre de Secours sur le territoire d'autres communes :

Ce risque vise les dommages engageant la responsabilité de la Commune assurée en sa qualité de Centre de Secours dans l'organisation ou la mise en oeuvre des moyens de lutte contre l'incendie ou autres périls ou accidents menaçant la sécurité publique, ou du fait de l'intervention proprement dite des sapeurs-pompiers, lorsque ces dommages se produisent en dehors des limites territoriales de ladite Commune;

- p) station d'épuration ou de traitement des eaux usées;
- q) terrains de camping ou de caravaning.

## **II - Responsabilité provenant de l'exercice de compétences particulières.**

a) dans l'exercice des compétences attribuées en matière d'utilisation du sol à la commune dotée d'un plan d'occupation des sols approuvé et exécutoire, en application du Code de l'urbanisme.

b) dans l'exercice des compétences attribuées à la commune en matière de création, d'aménagement et d'exploitation des ports de plaisance.

## **III - Garantie Défense pénale et Recours.**

Au titre de cette extension de garantie, l'Assureur s'engage:

-à **défendre** devant les tribunaux répressifs, lorsqu'ils sont personnellement impliqués à l'occasion d'un dommage garanti par le présent contrat, le maire, les adjoints, les conseillers municipaux et les délégués spéciaux dans l'exercice de leurs fonctions, ainsi que les agents placés sous l'autorité de l'Assurée pendant leur service et les sapeurs-pompiers de l'Assurée pendant leur service;

-à **réclamer**, soit à l'amiable, soit devant toute juridiction, la réparation incombant à un tiers responsable des dommages matériels et immatériels qui en sont la conséquence subis par l'Assurée et qui ont trait à l'un des risques compris dans les garanties de base ou expressément couverts au titre de l'une des extensions facultatives de garantie.

L'Assureur supporte, à concurrence de la somme fixée aux Conditions Particulières, les frais et honoraires d'enquête, d'expertise, d'avoués, d'avocats, d'exécution de jugements.

En cas de désaccord entre l'Assureur et l'Assurée, sur l'opportunité d'engager ou de poursuivre une action judiciaire ou sur le montant du préjudice subi par l'Assurée, le différend est soumis à deux arbitres, avocats ou avoués, désignés l'un par l'Assureur, l'autre par l'Assurée.

A défaut d'entente entre les deux arbitres, ils sont départagés par un troisième arbitre désigné par eux, ou faute d'accord sur cette désignation par Ordonnance du Président du Tribunal de Grande Instance dans le ressort duquel est située la commune ou du Tribunal de Grande Instance dans le ressort duquel s'est produit le dommage objet du litige.

Chaque partie supporte les honoraires de son arbitre et la moitié de ceux du tiers arbitre.

Si, contrairement à l'avis des arbitres, l'Assurée exerce une action judiciaire et obtient une solution plus favorable que celle qui lui était antérieurement proposée, l'Assureur lui remboursera, sur justification, les frais taxables restant à sa charge et les honoraires raisonnablement réclamés dans une telle affaire.

En cas de désaccord sur le montant des honoraires, le différend est réglé selon la procédure d'arbitrage ci-dessus.

### **Article 5**

## **RISQUES EXCLUS**

**A - Sont toujours exclus:**

a) les conséquences d'engagements pris par l'Assurée dans la mesure où les obligations qui résultent de tels engagements excèdent celles auxquelles l'Assurée serait tenue en vertu des textes légaux sur la responsabilité ;

b) les dommages matériels et immatériels causés par un incendie, une explosion ou résultant de l'action directe ou indirecte des eaux, survenus dans un local appartenant à l'Assurée ou occupé par elle ou par toute personne dont elle est civilement responsable pendant une période excédant quinze jours consécutifs.

c) les dommages causés par les infiltrations, refoulements, débordements de canalisations et installations servant à l'évacuation des eaux pluviales et usées, s'il est établi que le risque n'a pas de caractère aléatoire du fait d'un vice de conception de l'ouvrage, d'un défaut d'entretien ou d'une insuffisance notoire du réseau ;

d) les dommages causés par les infiltrations, refoulements ou débordements d'eau de mer, de lac, de cours d'eau, de bassins ou de canaux ainsi que par la rupture de barrages, de retenues d'eau et de réservoirs, sous réserve de l'article 4-1-c) ;

e) les dommages causés aux biens dont l'Assurée ou les personnes dont elle est civilement responsable ont la propriété, la garde ou l'usage ;

f) les dommages matériels résultant de façon inéluctable et prévisible des modalités d'exécution d'un travail telles qu'elles ont été prescrites ou mises en oeuvre par l'Assurée, ainsi que les dommages immatériels qui ne sont pas directement entraînés par des dommages corporels ou matériels garantis et qui trouvent leur cause dans des bruits, fumées, odeurs, émanations, difficultés d'accès subis par les riverains - commerçants ou non - qui n'ont pas de caractère fortuit parce que résultant inévitablement du fonctionnement des services municipaux ou des travaux de toute nature entrepris par la commune ou pour son compte ;

g) les dommages immatériels qui ne sont pas directement entraînés par des dommages corporels ou matériels garantis et qui trouvent leur cause dans l'implantation, les dimensions ou la structure d'une construction pour laquelle l'Assurée agit en tant que maître d'ouvrage ;

h) les dommages causés par les véhicules terrestres à moteur non réquisitionnés pour le compte de l'Assurée ou par des engins aériens ou subaquatiques dont celle-ci ou toute personne dont elle est civilement responsable a la propriété, la conduite ou la garde ;

i) les dommages causés par les chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou tous autres engins de remontées mécaniques utilisant des câbles porteurs ou tracteurs, dont l'Assurée ou toute personne dont elle est civilement responsable a la propriété, la conduite ou la garde, ces risques ne pouvant être couverts que par un contrat d'assurance distinct souscrit en application de la loi N°63-708 du 18 juillet 1963 ;

j) les responsabilités et garanties de la nature de celles visées par les articles 1792, 1792-1 à 1792-6 et 2270 du Code Civil ;

k) les dommages causés au cours d'épreuves, courses, compétitions ou exhibitions (ou de leurs essais) soumises par la réglementation en vigueur à l'autorisation préalable des Pouvoirs Publics, lorsque ces dommages engagent la responsabilité de l'Assurée en sa qualité d'organisatrice ou par le fait des fonctionnaires, agents ou militaires, mis par elle à la disposition d'organismes ;

l) les dommages survenus du fait de manifestations aériennes ou des exercices aériens préparatoires ;

m) les dommages occasionnés par la guerre étrangère (il appartient à l'Assurée de prouver que le sinistre résulte d'un fait autre que le fait de guerre étrangère), par la guerre civile, par les émeutes et mouvements populaires ou par les actes de terrorisme ou de sabotage commis dans le cadre d'actions concertées de terrorisme ou de sabotage sous réserve des dispositions de l'article 2 risque 11 ci-dessus (il appartient à l'Assureur de prouver que le sinistre résulte d'un de ces faits) ;

n) les dommages causés ou subis par les fonctionnaires de l'État prêtant leur concours pour des missions de maintien de l'ordre motivées par des troubles populaires ou par des conflits du travail ;

o) les dommages occasionnés par les inondations, tremblements de terre, raz de marée, éruptions de volcans ou autres cataclysmes ;

p) les dommages ou l'aggravation des dommages causés:

- par tout combustible nucléaire, produit ou déchet radioactif ou par tout autre source de rayonnements ionisants et qui engagent la responsabilité exclusive d'un exploitant d'installation nucléaire ;

- par les armes ou engins destinés à exploser par modification de structure du noyau de l'atome.

q) les dommages immatériels qui ne sont pas directement entraînés par des dommages corporels ou matériels garantis et résultent d'opération de transactions ou gestion immobilières réalisées par l'Assurée ;

r) tous dommages immatériels résultant des interventions économiques accomplies par l'Assurée en application de l'article 5 de la loi du 2 mars 1982 ;

s) toute réclamation des agents placés sous l'autorité de la commune ou de leurs ayants-droit, fondées sur le non respect des droits qu'ils tiennent de leur statut ;

t) les dommages immatériels qui ne sont pas directement entraînés par des dommages corporels ou matériels garantis et qui résultent de l'inexécution, du retard, ou de la mauvaise exécution d'un contrat par l'Assurée.

u) sauf convention spéciale les dommages ou l'aggravation des dommages causés par toute source de rayonnements ionisants (en particulier tout radioisotope) utilisée ou destinée à être utilisée hors d'une installation nucléaire et dont l'Assurée ou toute personne dont elle répond a la propriété, la garde ou l'usage.

#### **Article 6**

#### **LIMITES D'ENGAGEMENT EN MONTANT ET DANS LE TEMPS**

**A-Les montants limites d'engagement et éventuellement les franchises sont** fixés aux Conditions Particulières, tant au titre des garanties de base que de chacune des extensions facultatives de garantie expressément accordées pour l'ensemble et pour chacune des trois catégories de dommages corporels, matériels et immatériels couverts.

Les limites **par sinistre** s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à un même événement ou acte engageant la responsabilité de la Commune assurée. Les limites **par année d'assurance** s'entendent pour l'ensemble des réclamations se rapportant à des événements survenus ou actes accomplis au cours d'une même année.

Les montants fixés par sinistre et par année d'assurance s'épuisent **par tout règlement amiable ou judiciaire** d'indemnités, quels que soient les dommages auxquels ils se rapportent. La reconstitution de la garantie par année ne peut être convenue après sinistre que de gré à gré.

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction des montants de garantie ainsi stipulés.

Toutefois en cas de condamnation de l'Assurée à un montant supérieur à celui de la garantie, ces frais sont supportés par l'Assureur et par l'Assurée proportionnellement à leurs contributions respectives dans le montant de la condamnation.

**B - Dommages exceptionnels** : la garantie du contrat s'exerce à concurrence de **vingt millions de francs** par sinistre quel que soit le nombre des victimes, pour des **dommages corporels, matériels et immatériels**, résultant :

- de l'action du feu, de l'eau, des gaz et de l'électricité, dans toutes leurs manifestations;

- d'explosions, de la pollution de l'atmosphère ou des eaux ou transmise par le sol;

- de l'effondrement d'ouvrages ou constructions (y compris les passerelles et tribunes de caractère permanent ou temporaire),

- d'intoxication alimentaire;

- d'effondrements, glissements et affaissements de terrain et d'avalanches;

- d'écrasement ou d'étouffement provoqués par des manifestations de peur panique quelle qu'en soit la cause,

ainsi que pour tous dommages corporels survenus sur ou dans des moyens de transports maritimes, fluviaux, lacustres, aériens ou ferroviaires ou causés par eux (**à l'exclusion des chemins de fer funiculaires ou à crémaillère, téléphériques, remonte-pentes ou tous autres engins de remontées mécaniques, visés par la loi du 18 juillet 1963**),

**pour autant que les dommages ainsi causés relèvent de la garantie du contrat, telle que définie aux articles précédents et aux Conditions Particulières auxquelles il n'est pas dérogé.**

En cas de sinistre concernant à la fois des dommages corporels, des dommages matériels et des dommages immatériels visés aux alinéas ci-dessus, les engagements de l'Assureur, lorsque l'assurance comprend la garantie des dommages matériels et immatériels, ne pourront pas excéder par sinistre **vingt millions de francs**, pour l'ensemble des dommages corporels, matériels et immatériels, étant précisé que la garantie des seuls dommages matériels et immatériels ne pourra dépasser les sommes fixées pour eux aux Conditions Particulières.

**C - Limites d'engagement dans le temps** : Les garanties s'exercent à l'égard de toutes réclamations se rapportant à des événements ou actes qui engagent la responsabilité de la Commune assurée et qui ont été accomplis:

- soit pendant la période de validité du présent contrat,

- soit antérieurement à cette période sauf si l'Assureur peut établir que l'Assurée savait, avant la prise d'effet du contrat que ces événements ou actes seraient de nature à faire jouer les garanties.

Si le contrat est résilié pour non paiement de la prime (art. L 113-3 du Code des Assurances) seules les réclamations portées à la connaissance des Assureurs pendant la période de validité seront prises en considération. Si le contrat est résilié pour un autre motif, seront également prises en considération les réclamations parvenues à la connaissance de l'Assureur au-delà de la période de validité, dans le délai maximum de trois mois.

### **TITRE III - DISPOSITIONS GÉNÉRALES RELATIVES AU CONTRAT.**

#### **A - FORMATION, DURÉE, RÉSILIATION**

##### **Article 7**

#### **FORMATION ET PRISE D'EFFET DU CONTRAT**

Le contrat d'assurance est formé dès l'accord des parties. La police signée par elles, constate leurs engagements réciproques.

La garantie est acquise à compter de la date d'effet indiquée aux Conditions Particulières sauf si elles prévoient que la prise d'effet est subordonnée au paiement de la première prime. Ces mêmes dispositions s'appliquent à tout avenant au contrat.

##### **Article 8**

#### **DURÉE DU CONTRAT**

**Le contrat est conclu pour la durée prévue aux Conditions Particulières.**

Si cette durée est supérieure à trois ans, elle doit être rappelée par une mention en caractères très apparents figurant juste au-dessus de la signature de l'Assurée.

Lorsque le contrat contient une clause de tacite reconduction, il est, à son expiration, reconduit automatiquement d'année en année, sauf dénonciation par l'une ou l'autre des parties, trois mois au moins avant l'échéance annuelle de la prime dans les formes prévues à l'article 9 ci-après.

##### **Article 9**

#### **RÉSILIATION DU CONTRAT**

##### **1 - CAS DE RÉSILIATION.**

Le contrat peut être résilié avant sa date d'expiration normale dans les cas et conditions ci-après :

###### **1°) Par l'Assurée ou l'Assureur:**

a-Dans les délais et selon les modalités prévus aux Conditions Particulières.

Toutefois, si le contrat est d'une durée supérieure à trois ans, il peut être résilié moyennant un préavis d'au moins trois mois :

- à l'expiration de la première ou de la deuxième période triennale,
- et ensuite à chaque échéance annuelle.

b-Dans les cas et conditions prévus au dernier alinéa de l'article 12.

c-En cas de transfert de propriété de la chose assurée (article L 121-10 du Code des Assurances) et notamment en cas de fusion concernant l'Assurée.

###### **2°) Par l'Assureur:**

a-En cas de non paiement des primes (article L 113-3 du Code des Assurances).

b-En cas d'aggravation du risque (article L 113-4 du Code des Assurances).

c-En cas d'omission ou d'inexactitude dans la déclaration du risque à la souscription ou en cours de contrat (article L 113-9 du Code des Assurances).

d-Après sinistre, l'Assurée ayant alors le droit de résilier les autres contrats souscrits par elle auprès de l'Assureur (article R 113-10 du Code des Assurances).

###### **3°) Par l'Assurée :**



a-En cas de disparition des circonstances aggravantes mentionnées dans la police, si l'Assureur ne consent pas la diminution de prime correspondante (article L 113-7 du Code des Assurances).

b-En cas de résiliation par l'Assureur d'un autre contrat de l'Assurée après sinistre (article R 113-10 du Code des Assurances).

c-En cas de défaut de la mention visée à l'article 8, alinéa 2, à chaque échéance annuelle du contrat moyennant préavis d'un mois au moins.

d-En cas de majoration de la prime dans les conditions prévues à l'article 11 § C.

#### **4°) de plein droit :**

En cas de retrait de l'agrément de l'Assureur (article L 326-12 du Code des Assurances).

## **II - RISTOURNES DE PRIME ET INDEMNITÉS DE RÉSILIATION.**

Dans les cas de résiliation au cours d'une période d'assurance, la portion de prime afférente à la partie de cette période postérieure à la résiliation n'est pas acquise à l'Assureur. Elle doit être remboursée à l'Assurée si elle a été perçue d'avance. Toutefois, dans le cas visé :

1° -Au § 2° A, l'Assureur a droit à ladite portion de prime à titre d'indemnité.

2° -Au § 1° C, l'Assureur a droit à une indemnité de résiliation égale au montant de la dernière prime annuelle échue.

## **111 - MODALITÉS DE RÉSILIATION.**

Lorsque l'Assurée a la faculté de résilier le contrat, elle peut le faire à son choix, soit par lettre recommandée, soit par une déclaration faite contre récépissé au siège de la Société, ou au Bureau de l'agence dont dépend le contrat, soit par acte extrajudiciaire.

La résiliation par l'Assureur doit être notifiée à l'Assurée par lettre recommandée adressée à son dernier domicile connu.

## **B - DÉCLARATIONS DU RISQUE ET DE SES MODIFICATIONS.**

### **Article 10**

## **DÉCLARATIONS A LA SOUSCRIPTION ET EN COURS DE CONTRAT SANCTIONS**

### **1) A la souscription du contrat.**

**Le contrat est établi d'après les déclarations de l'Assurée.**

**Sous peine des sanctions prévues ci-après,** (l'Assurée doit en conséquence déclarer toutes les circonstances connues d'elle et qui sont de nature à faire apprécier par l'Assureur les risques qu'il prend à sa charge).

### **2) En cours de contrat.**

L'Assurée doit déclarer à l'Assureur, par lettre recommandée:

- toutes les modifications du risque concernant les éléments faisant l'objet d'une énonciation aux Conditions Particulières;
- toute renonciation à recours contre un responsable ou garant;
- tout transfert en un autre lieu des risques visés par l'assurance;
- lorsque la base de calcul est forfaitaire, toute variation du nombre des habitants de la commune assurée, excédant de plus de 20 % le nombre d'habitants indiqué aux Conditions Particulières ou dans le plus récent avenant et qui ressort du dernier recensement démographique.

Ces déclarations doivent être faites préalablement à la modification si celle-ci résulte du fait de l'Assurée, et dans les autres cas, dans un délai de huit jours à partir du moment où elle en a eu connaissance.

Lorsque cette modification constitue une aggravation au sens de l'article L 113-4 du Code des Assurances, la déclaration doit être faite **sous peine des sanctions prévues ci-après** et l'Assureur peut, dans les conditions fixées par l'article L 113-4 précité, soit résilier le contrat moyennant préavis de dix jours, soit proposer un nouveau taux de prime. Si l'Assurée n'accepte pas ce nouveau taux, l'Assureur peut résilier le contrat moyennant préavis de dix jours.

### **3) Sanctions.**

Toute réticence, fausse déclaration intentionnelle, omission ou inexactitude dans la déclaration des circonstances ou des aggravations visées respectivement aux paragraphes 1 et 2 du présent article, est sanctionnée, même si elle a été sans influence sur le sinistre, dans les conditions prévues par les articles L 113-8 et L 113-9 du Code des Assurances.

-en cas de mauvaise foi de l'Assurée par nullité du contrat;

-si la mauvaise foi de l'Assurée n'est pas établie, par une réduction de l'indemnité du sinistre, en proportion des primes payées par rapport aux primes qui auraient été dues si les risques avaient été exactement et complètement déclarés. Le tarif pris pour base de cette réduction est, selon le cas, celui applicable soit lors de la souscription du contrat, soit au jour de l'aggravation du risque ou, si celui-ci ne peut être déterminé, lors de la dernière échéance précédant le sinistre.

#### 4) Autres assurances.

Si tout ou partie des risques garantis par le présent contrat sont ou viennent à être couverts par une autre assurance, l'Assurée doit en faire la déclaration à l'Assureur (article L 121-4 du Code des Assurances). En cours de contrat, cette déclaration doit être faite dans les formes et délais prévus au § 2.

### C - PRIMES

#### Article 11

### CALCUL ET PAIEMENT DES PRIMES

#### A - Calcul des primes :

Les primes sont payables d'avance.

Les primes **forfaitaires** sont calculées sur les bases indiquées aux Conditions Particulières.

Les primes **ajustables** sont calculées en appliquant la tarification prévue aux Conditions Particulières, soit au montant des rémunérations du personnel employé par l'Assurée, soit à tous autres éléments prévus à cet effet.

L'Assurée doit, à la souscription et à chaque échéance, verser la prime provisionnelle fixée aux Conditions Particulières. Si la prime définitive pour chaque période d'assurance est supérieure à la prime provisionnelle perçue pour la même période, une prime complémentaire, égale à la différence, est due par l'Assurée. Si la prime définitive est inférieure à la prime provisionnelle, la différence est due et restituée à l'Assurée.

Pour les risques dont la prime est calculée en fonction des rémunérations du personnel, l'Assurée doit déclarer à l'Assureur, dans les quinze jours suivant chaque échéance, le montant des rémunérations du personnel employé par elle pendant la dernière période échue.

En cas de non fourniture d'une déclaration aux dates et aux époques fixées, l'Assurée sera mise en demeure d'avoir à satisfaire à cette obligation dans les dix jours de la réception d'une lettre recommandée qui lui sera adressée à cet effet. Si, à l'expiration de ce délai, l'Assurée persiste dans cette carence, l'Assureur a le droit de lui présenter une quittance de prime égale à la précédente majorée de 50 % sous réserve d'un ajustement ultérieur d'après les éléments de base réels figurant dans la déclaration qui serait faite ensuite par l'Assurée.

En cas de non-paiement de ces quittances, la garantie peut être suspendue en ses effets ou le contrat résilié par l'Assureur dans les conditions **prévues à l'article 9.**

**En cas d'erreur ou d'omission dans les déclarations servant de base au calcul de la prime, l'Assurée devra payer, outre le montant de la prime due, une indemnité égale à 50 % de la fraction de prime correspondant aux déclarations omises. Lorsque les erreurs ou omissions auront, par leur nature, leur importance ou leur répétition, un caractère frauduleux, l'Assureur pourra répéter les indemnités payées et ce, indépendamment de l'indemnité prévue ci-dessus.**

#### B - Paiement des primes.

La prime - ou, dans le cas de fractionnement de celle-ci, les fractions de prime -et les accessoires de prime dont le montant est stipulé au contrat, ainsi que les impôts et taxes sont payables au siège de la Société ou au domicile du mandataire éventuellement désigné par elle à cet effet, sous réserve de l'application éventuelle, à la demande de l'Assurée, des dispositions de l'article R 113-5 du Code des Assurances. Les dates d'échéance sont fixées aux Conditions Particulières.

**A défaut de paiement d'une prime (ou d'une fraction de prime) dans les dix jours de son échéance, la Société - indépendamment de son droit de poursuivre l'exécution du contrat en justice - peut, par lettre recommandée, valant mise en demeure, adressée à l'Assurée ou à la personne chargée du paiement des primes, à leur dernier domicile connu, suspendre la garantie trente jours après l'envoi de cette lettre (ou sa remise au destinataire justifiée par l'avis de réception si celui-ci est domicilié hors de France métropolitaine).**

**Le non-paiement d'une fraction de prime entraîne l'exigibilité de la totalité de la prime restant due. Dans ce cas, la suspension de la garantie produit ses effets jusqu'à son entier paiement.**

**La Société a le droit de résilier le contrat dix jours après l'expiration du délai de trente jours visé ci-dessus, par notification faite à l'Assurée, soit dans la lettre recommandée de mise en demeure, soit par une nouvelle lettre recommandée.**

#### **C- Révision de la prime à l'échéance annuelle en cas de modification de tarif :**

Si l'Assureur vient à modifier les tarifs applicables aux risques garantis par le présent contrat, la prime pourra être modifiée en conséquence.

L'Assurée pourra alors, en cas de majoration de prime, résilier le contrat dans les quinze jours suivant celui où elle a eu connaissance de la modification; la résiliation prendra effet un mois après la réception de la lettre recommandée ou après la déclaration faite à l'Assureur contre récépissé. L'Assureur aura droit à la portion de prime calculée sur les bases de la prime précédente, au prorata du temps écoulé entre la date de la dernière échéance et la date d'effet de la résiliation.

A défaut de cette résiliation, la modification de la prime prendra effet à compter de l'échéance.

Dans le cas où, par le jeu du présent article, les modifications de tarifs entraîneraient le doublement de la prime par rapport à la prime initiale de souscription, chaque partie aurait la faculté de résilier le présent contrat à compter de la date anniversaire de la prise d'effet du contrat, moyennant préavis notifié à l'autre partie un mois au moins avant cette date dans les conditions prévues à l'article 9.

Si ce droit n'était pas exercé lors de l'anniversaire le plus proche, il pourrait l'être lors des anniversaires suivants.

### **Article 12**

#### **ADAPTATION DES PRIMES ET GARANTIES**

Les primes nettes - autres que celles qui sont assises sur le montant des rémunérations du personnel employé par l'Assurée - et dans tous les cas les franchises et les limites de garantie, à l'exception de la limite de garantie visée à l'article 6-B, varient en fonction de la valeur du traitement correspondant à l'indice de base 100 des fonctionnaires de l'État mentionné à l'article 2 de l'arrêté du 20 février 1958, relatif à la rémunération des fonctionnaires communaux et ci-après dénommé "le traitement base 100".

Le montant initial est modifié à compter de chaque échéance annuelle proportionnellement à la variation constatée entre la plus récente valeur du traitement base 100 connue lors de la souscription du contrat (dite "indice de souscription" et indiquée aux Conditions Particulières) et la plus récente valeur du même traitement connue deux mois au moins avant le premier jour du mois de l'échéance (dite "indice d'échéance" et indiquée sur la quittance de prime ou l'avis d'échéance).

Si une nouvelle valeur de l'indice n'était pas publiée dans les quatre mois suivant la publication de la valeur précédente, elle serait remplacée par une valeur établie dans le plus bref délai par un expert désigné par le Président du Tribunal de Grande Instance de Paris à la requête et aux frais de l'Assureur.

Dans le cas où l'indice d'échéance atteindrait le double de l'indice de souscription, chaque partie aurait la faculté de résilier le présent contrat à compter de la date anniversaire de la prise d'effet du contrat moyennant préavis notifié à l'autre partie un mois au moins avant cette date dans les conditions prévues à l'article 9. Si ce droit n'était pas exercé lors de l'anniversaire le plus proche, il pourrait l'être lors des anniversaires suivants.

#### **D - SINISTRES ET INDEMNITÉS**

### **Article 13**

#### **OBLIGATIONS DE L'ASSURÉE EN CAS DE SINISTRE**

**L'Assurée doit, sous peine de déchéance (sauf cas fortuit ou de force majeure), dès qu'elle en a connaissance, et au plus tard dans les cinq jours, donner avis du sinistre par écrit - de préférence par lettre recommandée - ou verbalement contre récépissé, au siège de l'Assureur ou de l'agence indiquée sur la police. Elle doit en outre :**

1°) Déclarer dans les cinq jours, à l'autorité compétente, les dommages survenus à l'occasion de crimes ou délits commis à force ouverte ou par violence, par attroupements ou rassemblements armés ou non armés (art. 9 - Loi n° 83-8 du 7 janvier 1983) ;

2°) Indiquer dans la déclaration du sinistre ou, en cas d'impossibilité, dans une déclaration ultérieure faite dans le plus bref délai, la date et les circonstances du sinistre, ses causes connues ou présumées, les noms et adresses des personnes lésées et, si possible, des témoins ainsi que la nature et le montant approximatif des dommages, des garanties souscrites sur les mêmes risques auprès d'autres Assureurs;

3°) Transmettre à l'Assureur, dès réception, tous avis, lettres, convocations, assignations, actes extrajudiciaires et pièces de procédure qui seraient adressés, remis ou signifiés à elle-même ou à un de ses préposés, concernant le sinistre susceptible d'engager la responsabilité de l'Assurée.

**Faute par l'Assurée de se conformer aux obligations prévues aux § 2°) et 3°) ci-dessus, sauf cas fortuit ou force majeure, l'Assureur peut réclamer une indemnité proportionnée au préjudice que ce manquement peut lui causer.**

#### **Article 14**

### **RÈGLEMENT DES INDEMNITÉS**

Le paiement de l'indemnité doit être effectué au siège de l'Assureur ou au bureau de l'agence où le contrat a été souscrit ou transféré dans les trente jours, soit de l'accord amiable, soit de la décision judiciaire exécutoire. Ce délai, en cas d'opposition, ne court que du jour de la mainlevée.

#### **Article 15**

### **FRAIS DE PROCÈS**

Les frais de procès, de quittance et autres frais de règlement ne viennent pas en déduction du montant de la garantie. Toutefois, en cas de condamnation à un montant supérieur, ils sont supportés par l'Assureur et par l'Assurée dans la proportion de leur part respective dans la condamnation.

#### **Article 16**

### **PROCÉDURE - TRANSACTIONS**

En cas d'action mettant en cause une responsabilité assurée par le présent contrat, l'Assureur, dans la limite de sa garantie :

**A - Devant les juridictions civiles, commerciales ou administratives:** se réserve la faculté d'assumer la défense de l'Assurée, de diriger le procès et d'exercer toutes voies de recours ;

**B - Devant les juridictions pénales :** si la ou les victimes n'ont pas été désintéressées, a la faculté, avec l'accord de l'Assurée, de diriger la défense sur le plan pénal ou de s'y associer. A défaut de cet accord, l'Assureur peut, néanmoins, assumer la défense des intérêts civils de l'Assurée. L'Assureur peut exercer toutes voies de recours au nom de l'Assurée, y compris le pourvoi en Cassation, lorsque l'intérêt pénal de l'Assurée n'est plus en jeu. Dans le cas contraire, il ne peut les exercer qu'avec l'accord de l'Assurée.

L'Assureur a seul le droit, dans la limite de sa garantie, de transiger avec les personnes lésées.

Aucune reconnaissance de responsabilité, aucune transaction intervenant en dehors de l'Assureur ne lui est opposable : n'est pas considéré comme une reconnaissance de responsabilité l'aveu d'un fait matériel ou le seul fait d'avoir procuré à la victime un secours urgent, lorsqu'il s'agit d'un acte d'assistance que toute personne a le devoir légal ou moral d'accomplir.

#### **Article 17**

### **SAUVEGARDE DES DROITS DES VICTIMES**

Aucune déchéance motivée par un manquement de l'Assurée à ses obligations commis postérieurement au sinistre n'est opposable aux personnes lésées ou à leurs ayants droit.

L'Assureur conserve néanmoins la faculté d'exercer contre l'Assurée une action en remboursement de toutes les sommes qu'il aura payées ou mises en réserve à sa place.

#### **Article 18**

### **CONSTITUTION DE RENTES**

Si l'indemnité allouée par décision judiciaire à une victime ou à ses ayants droit consiste en une rente et si une acquisition de titres est ordonnée à la Société par cette décision pour sûreté de son paiement, la Société procède, dans la limite de la partie disponible de la somme assurée, à la constitution de cette garantie. Si aucune acquisition de titres ne lui est ordonnée, la valeur de la rente en capital est calculée d'après les règles applicables pour le calcul de la réserve mathématique de cette rente; si cette valeur est inférieure à la somme disponible, la rente est intégralement à la charge de la Société; dans le cas contraire, seule est à la charge de la Société la partie de la rente correspondant en capital à la partie disponible de la somme assurée.

### **E - DISPOSITIONS DIVERSES**

#### **Article 19**

### **SUBROGATION**

L'Assureur est subrogé, dans les termes de l'article L 121-12 du Code des Assurances, jusqu'à concurrence de l'indemnité payée par lui, dans les droits et actions de l'Assurée contre tout responsable du sinistre.

Si la subrogation ne peut plus, du fait de l'Assurée, s'opérer en faveur de l'Assureur, la garantie de celui-ci cesse d'être engagée dans la même mesure où aurait pu s'exercer la subrogation.

#### **Article 20**

### **PRESCRIPTION**

Toute action dérivant du présent contrat est prescrite par deux ans. Ce délai commence à courir du jour de l'évènement qui donne naissance à cette action, dans les conditions déterminées par les articles L 114-1 et L 114-2 du Code des Assurances; toutefois, pour les contrats souscrits sur des risques situés dans les départements du Haut-Rhin, du Bas-Rhin et de la Moselle, il ne commence à courir qu'à compter du 31 décembre suivant cet évènement.

#### **Article 21**

### **ÉTENDUE TERRITORIALE DES GARANTIES**

Sauf stipulation contraire aux Conditions Particulières, les garanties du présent contrat s'exercent en France métropolitaine, dans les pays limitrophes, les pays membres de la C.E.E., en Autriche, Finlande, Norvège, Liechtenstein et Suède, ainsi que dans les départements d'outre-mer.

Ref. RC 504